



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<https://www.economiedistributive.fr/Au-fil-des-jours,2714>

Au fil des jours

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1987 - N° 862 - décembre 1987 -

Date de mise en ligne : vendredi 10 juillet 2009

Date de parution : décembre 1987

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Avant le krach boursier, on savait déjà que les banques américaines se portaient plutôt mal : en septembre 1987, le nombre de faillites de banques s'élevait à 141 contre 138 pour l'ensemble de 1986. C'était le nombre le plus grand de faillites enregistrées aux Etats-Unis depuis la dépression des années 30, époque où 4 000 banques avaient été obligées de fermer leurs portes. Selon le président de l'agence fédérale chargée de l'assurance des dépôts, ce nombre devrait encore augmenter d'ici la fin de l'année mais tout devrait s'arranger en 1988 "grâce à l'amélioration de la situation dans les régions agricoles et à l'arrêt de la dégradation du secteur pétrolier". Gageons qu'en faisant ces prévisions, le président n'avait pas imaginé la possibilité d'un krach boursier. Qui est-ce qui lui offre un abonnement à la Grande Revue qui, elle, avait annoncé le krach dans son numéro d'octobre ?

Une autre conséquence de la débâcle boursière pourrait être l'accélération des "restructurations" dans la finance. Avant le "Lundi noir", on nous annonçait des plans de restructuration dans les entreprises financières, pourtant considérées comme le symbole du secteur des services, "l'industrie de demain", appelées à prendre la relève du secteur industriel, gisements d'emplois pour l'avenir, etc... (Dans ces milieux, on est bien élevé et on ne parle pas de plan de licenciement mais de restructuration). Pourtant la "Chemical Bank" va réduire son équipe londonienne de 18 % et ses effectifs mondiaux de 10 % ; "Shearson Lehman Brothers" réduit aussi son personnel londonien de 11 % et "Salomon Inc." va se séparer de quelque 800 personnes au niveau mondial... Après Londres et New-York, Paris est touché à son tour. Décidément le "Big Bang" est bien loin.

Mais au fait, où va-t-on recaser les licenciés du secteur des services ? Pas dans l'industrie, en tous cas : malgré l'augmentation de ses ventes de voitures, Renault va encore supprimer 400 emplois à Billancourt (Le Monde du 14.10.87) ; Jeanneau, un des principaux fabricants français de bateaux de plaisance, fait appel à la technique pour organiser son service de pièces détachées et parvient ainsi à éviter (sic) de nouvelles embauches grâce à une meilleure productivité" (Vidéotex Magazine n° 29) ; Dassault veut supprimer 1 260 emplois... Il ne faut pas non plus compter sur l'agriculture : selon une étude de l'INSEE, l'agriculture européenne a perdu 15 millions d'emplois en 25 ans, c'est en Italie que la baisse a été la plus forte (4,3 millions d'emplois en moins), puis en France, en Espagne et en Allemagne (2,3 à 2,6 millions dans chacun de ces pays) ; en Grande-Bretagne, la perte n'a été que de 500 000 emplois. En 2005, l'agriculture ne représentera plus que 1,5 % à 2 % de l'ensemble des emplois en Belgique et en Grande-Bretagne, 2,5 à 3,5 % au Luxembourg, en Allemagne et au Danemark, 4 % aux Pays-Bas, un peu moins de 5 % en France et environ 7 % en Italie...

Il ne faudrait pas croire que ça va mieux au Japon où le nouveau premier ministre vient de déclarer que "l'ouverture plus grande du marché japonais va poser des problèmes d'emploi". Heureusement que son prédécesseur avait fait sauter le verrou qui limitait à 1 % du PNB les dépenses militaires ! Ça va lui permettre d'accroître le budget de la Défense : "On peut, dit-il, obtenir l'adhésion progressive du peuple japonais à une telle politique si on lui explique que l'augmentation du budget militaire est surtout destinée au maintien de l'emploi sur l'archipel". Après tout, c'est du même ordre que la manifestation de la C.G.T à Toulouse, réclamant

l'accroissement du programme de construction du "Rafale".

Ne plaignons quand même pas trop les professionnels de la Bourse : selon un responsable du Trésor américain, M. G. D. Gould, l'administration Reagan envisagerait un plan de sauvetage des firmes de courtage opérant à Wall Street au cas où la chute boursière s'aggraverait. L'administration demanderait aux firmes de courtage et grandes sociétés cotées de constituer un fonds de solidarité de 2 à 3 milliards de dollars pour venir en aide aux opérateurs boursiers qui seraient mis en péril par une baisse brutale des cours. C'est encore une illustration du "libéralisme". Ce que l'histoire ne dit pas, c'est ce qui se passera si toutes les entreprises de courtage sont touchées. On ne nous dit pas non plus ce qui adviendra pour les petits porteurs.

Tant pis pour la santé des consommateurs européens ! Une directive de la CEE interdisant la production et la commercialisation de viande traitée aux hormones devait entrer en vigueur le 1er janvier 1988. Cela ne plait pas du tout aux Etats-Unis : certaines hormones sont utilisées pour l'engraissement. Ces hormones constituent un marché de plusieurs milliards de dollars et l'application de la directive risque de priver l'industrie vétérinaire américaine du marché européen. Qui plus est, il y a risque de donner de mauvaises idées aux associations de consommateurs américains qui commencent à s'agiter pour demander une interdiction analogue à celle prévue dans la Communauté européenne. La Commission a fait un geste de bonne volonté en proposant de retarder d'un an la mise en vigueur de la directive mais les Américains ne trouvent pas ce geste suffisant. (Signalons au passage que la France aussi traîne les pieds pour appliquer cette mesure). A suivre...